

ANNÉE 2017



Rapport d'activités Fatom

Aimer c'est partager

- 2 AVANT PROPOS
- 4 INTRODUCTION
- 5 CONTEXTE SOCIO POLITIQUE
- 8 CONTEXTE SOCIO ÉCONOMIQUE
- 17 AVANTAGES COMPARATIFS DE LA FATOM DANS SES DOMAINES D'INTERVENTION
- 18 MISSION ET OBJECTIF DE LA FATOM
- 20 DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS



Le co-développement en marche

À l'approche du 10e anniversaire de la Fondation ATEF OMAÏS (Fatom) dont je suis la présidente, j'aimerais vous partager ma joie et ma satisfaction quant à l'impact jugé positif de nos actions sur les populations en particulier les plus vulnérables.

La Fatom a vu le jour grâce à la volonté de ma famille de rendre une partie de ce que la providence et le travail nous ont donné. En effet, depuis sa création le 1er novembre 2009, elle soutient les actions de développement humain durable dans les domaines de la Santé, de l'Éducation, de la Culture et de l'Environnement (hygiène et assainissement) et ce, dans les pays où elle intervient (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et France-Pays de Loire) au travers notamment d'appuis aux renforcements des services sociaux de base et de la gouvernance économique.

Dans chacun de ces domaines, toutes les activités ont été menées grâce aux soutiens et à l'engagement indéfectibles des généreux donateurs du secteur privé, d'institutions nationales (gouvernements, ministères, collectivités locales et territoriales...), de bilatéraux/multilatéraux et chambres consulaires (OMS, UNFPA,

ONU-Femmes, Ambassades, etc.), de la société civile, de ses bénévoles et volontaires dévoués, de son personnel et des membres de son conseil d'administration.

Grâce à la confiance de chacun d'entre vous, notre contribution au profit des plus vulnérables, s'est traduite par un investissement global de **2,7 milliards de FCFA TTC** (dont **234 864 998** pour l'année 2017) repartis dans les différents secteurs de notre mandat. Après avoir lancé les opérations de construction et de réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires, nous avons débuté cette année des projets de **co-développement**. Dans le cadre de notre politique visant au suivi-évaluation et donc à la pérennisation de nos projets nous amenons à partager de façon citoyenne et engagée cette durabilité avec les populations et les autorités locales.

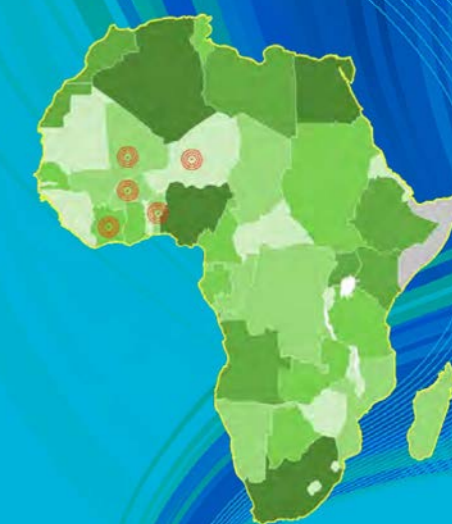
Les résultats sont significatifs puisque les bénéficiaires adhèrent à cette approche et la réclament comme le traduisent nos réalisations de 2017 et notre programme de financement pour l'année 2018. C'est avec honneur et grand plaisir que je partage avec vous le bilan de toutes nos réalisations effectuées tout au long de l'année 2017 à travers ce document. Afin de traduire encore plus cette générosité et faciliter nos ambitions à aimer et partager davantage avec les populations vivant avec un faible taux de revenu, nous poursuivons nos démarches auprès des autorités nationales ivoiriennes en vue d'obtenir la signature de l'Accord d'Établissement et la reconnaissance en Utilité Publique.

Je vous souhaite une bonne lecture de notre rapport 2017 et vous remercie pour l'attention que vous accordez aux actions de la Fondation ATEF OMAÏS.

Mme Zanouba OMAÏS Présidente de la Fondation Atef OMAÏS



LES ZONES D'INTERVENTION DE LA FATOM



CÔTE D'IVOIRE, BURKINA FASO, BÉNIN, NIGER, MALI FRANCE PAYS DE LOIRE

Mme Zanouba OMAÏS
Présidente de la Fondation
Atef OMAÏS

Le 1er Novembre 2009 s'est réunie en séance plénière l'Assemblée Générale qui a élu son Bureau Exécutif comme suit :

Présidente



Mme Zanouba OMAÏS

Vice Président



M. Philippe DELANNE

Secrétaire Général



M. Ramzi OMAÏS

Secrétaire Générale Adjointe



Mme Houda OMAÏS AJAMI

Trésorier Général



M. Nabil AJAMI

Trésorier Général Adjoint



M. Ahmed OMAÏS

Commissaire aux Comptes Titulaire



M. AKA HOBA

Commissaire aux Comptes Adjoint



Cabinet EICI (Epsilon International Consulting Côte d'Ivoire)

Conseil Juridique



SCPA SAKHO-YAPOBI-FOFANA

Elle a délégué la responsabilité de la gestion au quotidien du Bureau Exécutif au Vice-Président et au Secrétaire Général qui assure la direction exécutive. Il a été admis aussi le principe selon lequel les activités à conduire pourront faire l'objet du recrutement de consultants sur des

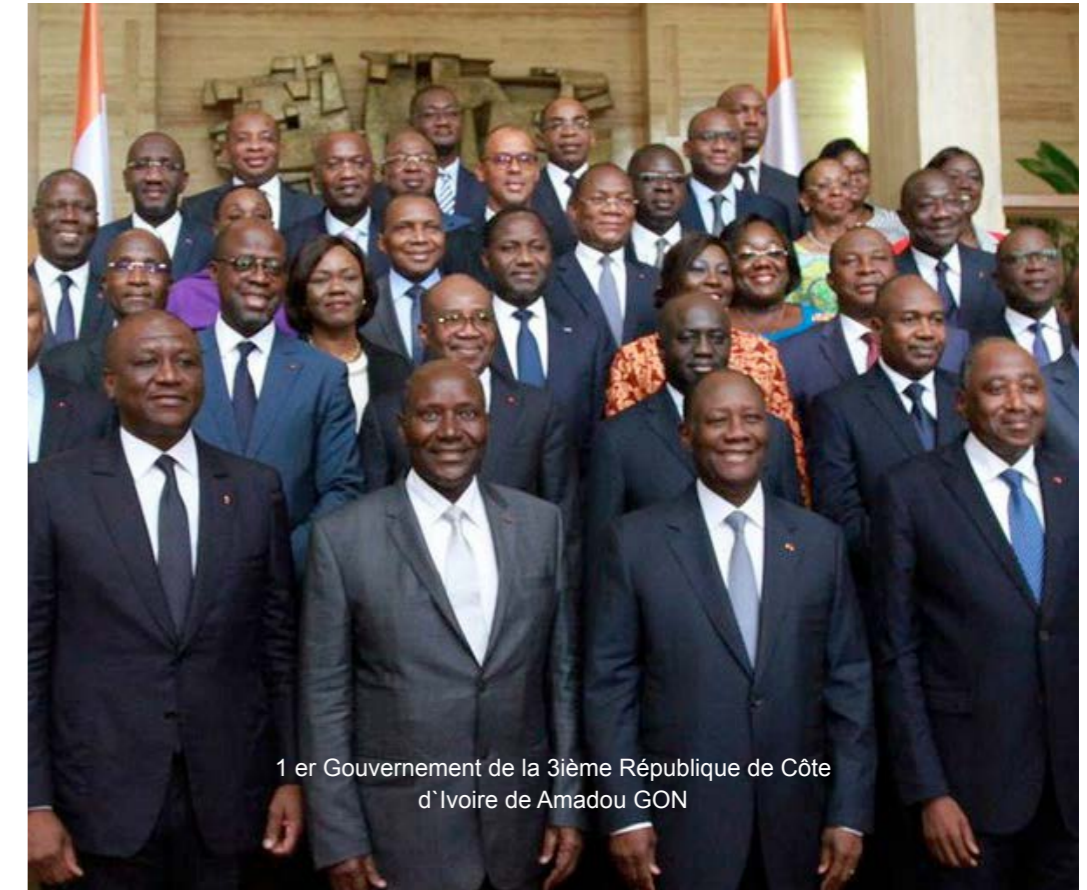
bases : temporaire et ad hoc. Ce rapport fait état de l'ensemble des activités menées et financées par la Fondation en 2017 avec le soutien des entreprises privées, des institutions nationales / internationales et des particuliers.

La situation politique est caractérisée par la poursuite du dialogue et la concertation avec l'opposition et les différentes couches socio-professionnelles dans le cadre de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale tant prônées par le chef de l'Etat. Ces actions ont permis de 2012 à 2017 : la libération de nombreux prisonniers "Pro-gbagbo", le retour de 260 000 réfugiés sur les 300 000 identifiés (environ 87%), le degel des avoirs des réfugiés politiques de haut rang, etc.

Durant cette période, le gouvernement a réussi à organiser plusieurs élections sans heurt et promulguer le 8 novembre 2016 la 4ème Constitution donnant ainsi naissance à la troisième République de Côte d'Ivoire.

"Les mécanismes démocratiques se sont nettement améliorés."

La désignation de SEM Kablan DUNCAN en tant que Vice Président, le 10 janvier 2017, ainsi que les sénatoriales (prévues pour 2018) marque le début du



1^{er} Gouvernement de la 3^{ème} République de Côte d'Ivoire de Amadou GON

processus de mise en place de cette 3ème république et cette maturité démocratique retrouvée.

Le renforcement de l'outil de défense de sécurité, la nette amélioration de l'indice général d'insécurité (qui est passé de 3,8 en janvier 2012 à 1,2 en 2017) et a permis d'avoir un niveau de sécurité au vert sur l'ensemble du territoire depuis 2017 ont entraîné le retrait définitif en juillet 2017 de l'ONU.

Toutefois, l'année 2017 a été marquée par les revendications des primes des soldats et des syndicats qui ont

eu une incidence non moins considérable sur le pays (budget national revue à la baisse) et on failli mettre en péril la Paix et la Stabilité que le pays a eu du mal à reconstruire. À travers la loi de programmation militaire, l'État entend améliorer les conditions de vie des Forces Armées de Côte d'Ivoire, restaurer la discipline au sein de l'armée et d'en faire une véritable armée républicaine. L'enjeu social au cours de l'année aura été de maintenir l'économie ivoirienne sur une trajectoire de croissance forte afin de réduire

significativement les inégalités. En 2017, le pays s'est trouvé au 170^{ème} rang sur 188 pays dans l'Indice de Développement Humain calculé par l'ONU. Sur le plan social, l'année 2017 a été placée sous le sceau de l'intensification des programmes devant garantir l'épanouissement et le développement harmonieux des populations. Le bilan du Plan d'Actions Prioritaires (PAP), révèle des efforts significatifs pour le développement et la mise à niveau des infrastructures de base

en matière de : i) santé avec la construction, l'équipement et l'inauguration de structures sanitaires (CHU d'Angré, le centre d'oncologie et de radiothérapie, l'institut de médecine nucléaire, le CSU de Tafiré, etc.) ; ii) éducation : construction de 4070 salles de classe (630 au pré-scolaire et 3440 dans le primaire), la distribution de 4408 596 kits scolaires, etc ; iii) accès à l'eau potable : la construction/ réhabilitation de 42 systèmes d'Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA) (dans les régions du cavally, Guémon Haut-Sassandra, la Marahoué et le Tonkpi) ; l'électricité avec : la mise en service le 02 novembre du barrage hydro-électrique



Le CHU de Angré

de Soubré (capacité de 275 Mégawatts) pour atteindre une puissance nationale de 2200 Mégawatts et l'exécution du

programme «Électricité pour Tous » qui a permis à 105 667 abonnés de bénéficier des kits branchement-abonnement ; iv) Logements sociaux

économiques avec la remise officielle de plus de 4000 clés aux acquéreurs et ; v) l'exécution du projet de filets sociaux à l'intérieur du pays avec le paiement de 12000 FCFA par mois à 5000 premiers ménages bénéficiaires dans le but de rendre la croissance plus inclusive et toucher les populations vulnérables.

Toutefois, la pauvreté demeure forte avec un taux de 46,3%. Selon une étude conjointe de l'Agence Française

de Développement (AFD) et l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) en 2017, la classe moyenne représente 27% de la population et elle gagne entre 3,39 euros et 16,99 euros par jour (en tenant compte de la rupture entre les revenus des personnes vivant en ville et ceux des populations rurales). Avec un taux de chômage de 25% (en excluant le secteur informel), la question de l'emploi reste toujours préoccupante en Côte d'Ivoire et le gouvernement dans le PND 2016-2020 a mis tout en œuvre pour résorber le chômage à travers l'amélioration de l'employabilité (création du PEJEDEC, FNJ, PAAEIJ) des diplômés et l'accroissement de la productivité du travail. Ainsi pour cette année, ce sont 95 710 emplois qui ont été créés dans le secteur formel en Côte d'Ivoire selon un document officiel du Ministère en charge de l'emploi. Il est en hausse de 11% par rapport à 2016 (86 195 emplois formels créés). On note également que le secteur privé est le principal foyer de création d'emploi avec un total de 83 764 nouveaux postes (87,5%) contre 11 946 dans



La jeunesse Ivoirienne

le public (12,5%). Ce résultat porte à 563 846 emplois que l'économie formelle a généré depuis 2011. Il faudra relever que le secteur informel reste le principal pourvoyeur d'emplois dans le pays avec plus de 2 millions d'emplois créés. Conscient des enjeux économiques que représente ce secteur qui touche 60% des contribuables pour un potentiel fiscal de 150 milliards de FCFA annuel, l'État initie des actions visant à son encadrement (lancement des Journées Nationales

du partenariat Public-privé - JNP). L'adéquation entre la formation et les besoins réels du marché du travail faciliteraient l'insertion professionnelle d'une bonne partie de la jeunesse ivoirienne et donnerait également lieu à la création d'emploi de qualité pour que la croissance soit de plus en plus inclusive. Bien vrai que la création d'emploi progresse, mais elle demeure insuffisante au regard du besoin énorme d'insertion de

nombreux jeunes-sans emploi. Les migrations clandestines, au péril de leurs vies, demeurent pour ces derniers une alternative. Selon l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM), la Côte d'Ivoire viendrait en 3ème position du classement des pays d'Afrique aux flux de migrants illégaux avec près de 10 000 migrants sur la route méditerranéenne centrale (après le Nigéria et la Guinée).



Accès difficile à l'eau potable des populations rurales

L'année 2017 a démarré difficilement pour la Côte d'Ivoire avec la dépréciation de plus de 35% du prix du cacao à l'international (faisant perdre à l'État plus de 400 milliards de FCFA sur son budget) et les engagements financiers pris par le gouvernement ivoirien vis-à-vis des soldats entrés en mutinerie au cours du premier trimestre. De ce fait, les dépenses d'investissement sont passées de 1924,7 milliards de FCFA à 1746,9 milliards de FCFA, soit une baisse de 177,8 milliards de FCFA (9,24%). Le budget 2017 en lui-même a été revu à la baisse à hauteur de 6 447,63 Milliards de FCFA (contre une prévision de 6501 milliards de FCFA)

En dépit de cette morosité, l'économie



Gousse de cacao

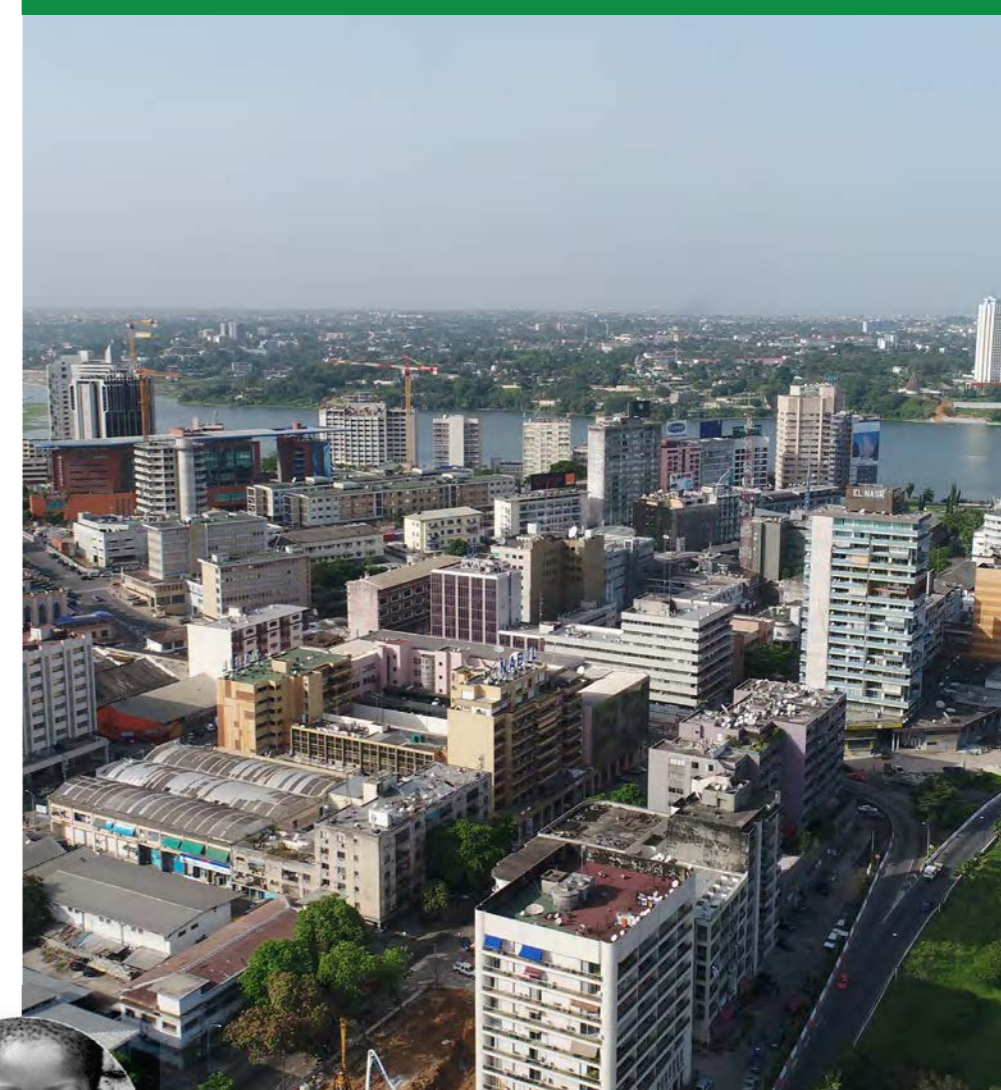
Tonnes), de l'extraction minière (avec un chiffre d'affaire de 539 milliards de FCFA, soit une hausse de +11,5% par rapport à 2016), des BTP et du secteur des services.

La poursuite des réformes en matière d'amélioration de l'environnement des affaires aura permis au pays d'obtenir entre autres: i) 38 places entre 2012 et 2018 au classement Doing Business passant 139ème rang mondial ; ii) le 18ème rang africain dans le rapport Transparency 2017 et 103ème au rang mondial; iii) l'éligibilité au Programme Compact du Millenium Challenge Corporation (MCC) du fait des progrès accomplis en matière de politique macroéconomique, de bonne gouvernance et de transparence dans la gestion des finances publiques. À cet effet, le 07 novembre 2017 à Washington DC, un accord de don du programme compact Côte d'Ivoire d'un montant de 315 milliards de FCFA a été signé ;

La robustesse de la croissance économique et les perspectives ambitieuses du pays ont nettement amélioré la capacité d'emprunt du pays avec l'enregistrement du troisième Eurobond (après ceux de 2014 : 4714,194 milliards de FCFA et 2015: 500 milliards

de FCFA) qui lui a permis de mobiliser 1141,25 milliards de FCFA à des taux favorables (6,25% pour les souscripteurs qui ont choisi le dollar comme devise de référence et 5,125% pour ceux qui ont opté pour l'euro). Cet Eurobond aura permis de boucler le budget 2017 et contribuera à la poursuite du financement du PND 2016-2020 dont l'exécution pour la première année aura atteint un taux de 38%, soit 44 53,8 milliards d'investissement.

Selon la Banque Mondiale, Les perspectives économiques pour les deux à trois prochaines années restent bonnes avec le maintien d'une inflation modérée et la maîtrise des finances publiques grâce à des politiques budgétaires et monétaires prudentes, ainsi qu'à la poursuite de réformes destinées à améliorer le climat des affaires et à promouvoir un usage efficace des partenariats public-privé. Pour réussir à diversifier son économie, la Côte d'Ivoire devra développer son capital humain afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail.



Abidjan capitale économique de la Côte d'Ivoire : Vue aérienne de Treichville et du Plateau



Travaux champêtres

ivoirienne à continué à croître à 8,5% en 2017(contre 8,9% initialement prévu selon le gouvernement ivoirien) demeurant l'une des croissances économiques les plus rapides au monde. Cette performance, elle le doit à la maîtrise des politiques économiques mais aussi par le rebond du secteur agricole aidé par la hausse des prix internationaux de la plupart des produits d'exportation du pays malgré la chute du prix du cacao (largement compensée par une récolte exceptionnelle de 2015 millions de



Investir dans l'éducation des enfants est une impérieuse nécessité pour la Côte d'Ivoire qui ambitionne d'être émergente d'ici 2020. De ce fait, les dépenses globales dans le secteur de

l'éducation sont passés de **784,2** milliards en 2011 à plus de 1500 milliards de FCFA en 2017, ce qui place la Côte d'Ivoire parmi les pays investissant le plus dans l'éducation. La mise en œuvre de la scolarisation obligatoire des enfants de 6 à 16 ans a notamment eu pour corollaire l'accroissement de la capacité d'accueil du système éducatif. Dans l'enseignement primaire le Taux Brut d'Admission (TBA) est passé 87,8% en 2011-2012 à **109%** en 2016-2017. Pour la même période, ce taux est

passé de **41%** à **65,7%** dans le premier cycle du secondaire et de **16,9%** à **26,4%** dans le second cycle du secondaire. Les effectifs d'élèves (préscolaire, primaire et secondaire général) sont passés de **4 348 473** en 2013 à **5 737 583** en 2017, soit un taux d'accroissement moyen annuel de **7,2%**. Pour répondre aux besoins de scolarisation de ces derniers, l'État avec l'appui des partenaires techniques et financiers, des collectivités territoriales et les communautés, a engagé de nombreuses réformes

: i) la construction de salles de classe dans: le préscolaire (un accroissement de **12,1%**, passant de **4584** salles de classe en 2015 à **5892** salles de classe), le primaire (un accroissement de **4,8%**, passant de **76 564** salles de classe en 2015 à **910 970** salles de classe) et dans le secondaire général (un accroissement de **9,3%**, passant de **25 709** salles de classe en 2015 à **29 988** salles de classe) ; ii) la distribution de kits scolaires (**2731 423** kits distribués dans le primaire pour **3 772 136** élèves au cours

de l'année académique 2016-2017) et; iii) le recrutement et la formation du personnel enseignant. Ainsi de 2015 à 2017, le nombre d'enseignants recrutés, formés et tenant des classes est passé de **84 919** à **104 493** dans les établissements publics.

Ces réformes ont permis entre autre l'amélioration du Taux Net de Scolarisation qui a atteint **91%** en 2017 (contre **87,8%** en 2016), de meilleurs taux de réussites aux examens (le CEPE est passé de **58,79%** à **80,98%**, le BEPC de **16,88%** à **60,08%** et le BAC de **20,25%** à **44,97%**)

Malgré ses avancées considérables, l'État doit faire face à certaines anomalies dans son système éducatif à savoir :

- les disparités d'accès à l'école entre les régions administratives. Sur les 31 régions que compte le pays, 11 d'entre elles ont un



TNA inférieur à **60%** : Grands Ponts (**32,6%**), Folon (**45,3%**), Bagoué (**46,2%**), Tchologo (**54,3%**), Béré (**55,6%**), Hambol (**55,8%**), Indénié-Djuablin (**56,3%**), Poro (**56,3%**), le District d'Abidjan (**59,1%**), le Guémon (**59,3%**) et le District de Yamoussoukro (**59,5%**).

- Des inégalités entre les sexes dans l'accès à l'enseignement primaire. En 2016/17, au plan national, malgré la hausse de leur TNA (**70,5%** chez les filles et **73,1%** chez les garçons) des discriminations subsistent encore au niveau de l'accès des filles à l'école puisque l'indice de parité s'établit à **0,97**.

- La prolifération d'écoles à structure incomplète dans le primaire. En effet, lors de l'enquête statistique de la DSPS, 2% des établissements publics n'ont pas les six salles de classe et ces écoles enregistrent 15% des élèves du public. En milieu rural leur proportion s'élève à 35% contre 12% en milieu urbain.

- Le manque de point de lave-main (31% des écoles du primaire en disposent et sont fonctionnels dans 26% d'entre elles) et de toilettes (48% des structures scolaires n'ont pas de latrines fonctionnelles) constituant un frein à la scolarisation des enfants et notamment de la jeune fille.

- Le manque d'électricité dans les structures scolaires : préscolaire (57%) et primaire (70%) et la faible proportion des cantines scolaires fonctionnelle (35% sur l'ensemble du territoire dont 42% en milieu rural en 2017).

- La qualification pédagogique et académique des enseignants. Au préscolaire 25,4% des enseignants (dont 85,4% dans le privé et les écoles communautaires) ne possèdent pas de diplôme pédagogique. Dans le secondaire général, un peu plus du tiers (37,5%) des enseignants n'a aucun diplôme pédagogique.

- les grèves des enseignants et les mouvements d'humeur des élèves dans l'optique d'anticiper leurs congés affectent le déroulement normal du programme scolaire.

L'amélioration du système éducatif et d'apprentissage est l'affaire de tous, y compris les enseignants, les élèves et leurs familles ainsi que le secteur privé et les dirigeants politiques. Toutes ces parties prenantes doivent s'accorder sur le chemin à prendre tout en privilégiant le bien-être collectif de manière à offrir le meilleur avenir possible aux enfants de Côte d'Ivoire.



Situation sanitaire en Côte d'Ivoire (2017)



Dr. Raymonde GOUDOU Coffie Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a élaboré un Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) **2016-2020** pour répondre efficacement aux problèmes de santé qui entravent le développement du pays. La vision du nouveau PNDS **2016-2020** est celle d'un système performant, intégré responsable et efficient, pouvant garantir à toutes les populations en particulier les personnes les plus vulnérables un état de santé optimal pour soutenir la croissance et le développement durable du pays vers l'atteinte de l'émergence en 2020 et ce, à travers une approche de planification participative et inclusive. En Côte d'Ivoire, le taux de mortalité maternelle et infantile reste considérable. Le pays ne fait pas exception et ces indicateurs sont encore alarmants. La couverture des besoins en infrastructures et en

soins reste aussi un défi. Notons tout de même que des progrès se font sentir. En effet, le pays a réalisé un progrès dans la lutte contre la mortalité maternelle et infantile-juvénile, passant de **745** en 1990 à **645** décès pour 100 000 naissances vivantes en 2016 soit une évolution de **13,4 %** en 26 ans avec un taux annuel de **0,6 %** contre **44 %** au niveau mondial (en 2012, ce taux était estimé à 614 décès pour 100



000 naissances vivantes). Les données montrent un taux de CPN4 qui se situe à **38,4 %** en 2015 contre **34,76 %** en 2014 avec des taux inférieurs à **30 %** dans certaines régions telles que le Worodougou, le Haut-Sassandra. Le Gouvernement ivoirien a placé l'année 2017 sous le sceau de l'intensification des programmes devant garantir l'épanouissement et le développement harmonieux des populations. Pour l'exercice 2017, c'est une enveloppe de **368 milliards FCFA** qui a été octroyée au Ministère de la



Réhabilitation du bloc opératoire de la maternité de l'hôpital général de Bingerville par la FATOM

Santé et de l'Hygiène Publique, soit **6,5%** du budget national. Le bilan du Plan d'Action Prioritaires (PAP), révèle des efforts significatifs pour le développement et la mise à niveau des infrastructures de base en matière de santé. De nombreux projets de construction d'infrastructures à Abidjan et à l'intérieur du pays ont pu être menés à leurs termes. Ainsi, nous pouvons énumérer : i) le 5ème Centre Hospitalier universitaire (CHU) d'Angré d'une capacité d'hospitalisation de **250** lits, disposant en plus des services de santé de niveau **3** (CHU), d'équipements médicaux de dernière génération, ii) le Centre International d'Endoscopie et de Techniques Avancées en Chirurgie, iii) le Centre d'Oncologie et de Radiothérapie, iv) l'Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan



Hôpital mère-enfant de Bingerville

et, v) le Centre de Santé urbain (CSU) de Tarifié, tous inaugurés, qui viennent ainsi renforcer l'offre de soins, et contribuer à l'amélioration de la qualité du système de santé ivoirien. En vue d'infléchir le taux de mortalité maternelle et infantile encore trop élevé dans le pays, avec en perspective l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) en la matière, le Ministère en charge de la santé a lancé un programme de formation des personnels de santé de proximité. En ce qui concerne les cancers féminins, le vice-président a annoncé, lors de la cérémonie de lancement d'« Octobre rose », en octobre **2017**, la prise en charge gratuite des femmes atteintes de cancer du sein. De nombreux efforts ont été consentis

tout au long de l'année **2017**, il n'en reste pas moins que les besoins dépassent toujours la capacité de l'infrastructure hospitalière. Espérant que l'exécution du PNDS 2016-2020 ait des externalités positives sur l'état de santé des populations en général et singulièrement celui des couches les plus vulnérables. Le Gouvernement ne cesse de multiplier les partenariats avec des multi et bilatéraux et la société civile. L'État projette de nombreux investissements en infrastructures et équipements de santé à hauteur de **577 Milliards** de F CFA sur les trois ans à venir ; ainsi que l'augmentation du budget alloué à la gratuité de certains soins.





M. Maurice Bandaman
Ministre de la Culture et de la Francophonie

Elle constitue un creuset de l'identité, d'alliances interculturelles avec la fameuse parenté à plaisanterie et, de cohésion sociale.

Le gouvernement à travers sa politique culturelle nationale se veut le garant d'un État où chaque individu affirme de manière active sa personnalité culturelle tout en restant attentif et réceptif aux apports extérieurs afin de permettre à l'Ivoirien nouveau (que prône le Chef de l'État), de parvenir à son meilleur équilibre. Il s'agira de renforcer les sentiments d'appartenance

La culture est composée du patrimoine culturel matériel et immatériel, des industries culturelles et créatives, de la coopération et des échanges culturels internationaux.



Centre culturel Jacques AKA de Bouaké



Le palais de la culture de Treichville

à une même communauté nationale (différenciée certes, mais indivisible et solidaire) et d'assurer la réalité de son exception culturelle dans le contexte exigeant de la mondialisation. Pour se faire, l'État ivoirien a entrepris plusieurs actions qui visent à la revalorisation du patrimoine culturel à savoir :

- i) la réhabilitation/ rénovation d'infrastructures (le Palais de la culture à Abidjan pour un coût de **25 milliards** de FCFA , le Centre culturel Jacques Aka de Bouaké pour un coût de **300**

- millions** de FCFA, le Centre d'Actions Culturelles d'Abobo pour un coût de **301 millions** de FCFA, les Centres de Lecture et d'Animation Culturelle dans le Nord de la Côte d'Ivoire et la construction et l'équipement de : 3 Lycées d'Enseignement Artistique et 9 Centres Techniques des Arts Appliqués); ii) la création du Fonds de Soutien aux Industries Cinématographiques et du Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique; iii)

l'organisation de plusieurs festivals (festival du zanzan, vacances culture, Festivals des Arts Sacrés des Savanes, le MASA, FECADAN, le FEMUA, etc.) et autres activités culturelles (la semaine nationale des arts et de la culture, le Popo carnaval, le Salon du livre à Abidjan, etc.) ;

iv) l'inscription de la ville historique de Grand-Bassam (en juin **2012**) au Patrimoine mondial de l'UNESCO et le Balafon pentatonique «Djéguélé» sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO (décembre **2012**). L'adoption, par le parlement ivoirien, de nouvelles lois et réglementation (la loi portant sur la politique culturelle du 14 juillet 2014, la loi portant sur la politique de l'industrie cinématographique du 14 juillet 2014, et la loi portant politique du livre du 20 juillet 2014) mise en vigueur depuis 2015, donne à l'État les moyens de faire de la culture une économie qui ambitionne de créer des milliers d'emplois et produire entre 5 et 7% du PIB, faisant d'elle un secteur rentable.

Le couronnement de tous ces efforts consentis a été sans nul doute l'organisation des huitièmes Jeux de la Francophonie qui se sont déroulés du 21 au 30 juillet 2017 à Abidjan, et qui ont permis de témoigner de la capacité de la Côte d'Ivoire



Danse du Balafon Ferkessedougou



Groupe zowéssa des jeunes filles Toure de Biankouman

à organiser de telles rencontres. Ce sont, en effet, 53 nations et plus de **4 000** athlètes qui ont pris part à ce rendez-vous sportif et culturel au sortir duquel la Côte d'Ivoire a été honorée à travers le Président Alassane OUATTARA par une distinction de l'AIRF (Association Internationale des Régions Francophones) pour "la Paix et la culture".



Masque Guebandi DAN danses silakoro

LE SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT



L'eau et l'assainissement sont deux enjeux majeurs du XXI^e siècle. En Côte d'Ivoire, l'on dénombre encore plus

de 8 millions d'ivoiriens manquant de moyens sanitaires appropriés et plus de 4 millions de personnes ne disposant pas du droit

basique d'un accès à de l'eau potable, majoritairement dans les zones rurales.

Face à cette situation, le gouvernement ivoirien a initié un programme dénommé «**eau pour tous**» d'un coût de **200 milliard de FCFA** dont la mise en œuvre qui s'étend sur la période 2017-2020 prévoit: (i) la réhabilitation de 21.000 pompes à motricité humaine sur trois ans, (ii) la réalisation de plus de 200 châteaux d'eau dans les chefs-lieux de sous-préfecture dépourvus, (iii) l'augmentation de la capacité de production d'eau dans les chefs-lieux de région et (iv) le raccordement de 450.000 ménages au réseau d'eau de la Société de distribution de l'eau de la Côte

d'Ivoire (SODECI).

Pour l'année 2017, plusieurs travaux ont été réalisés. Ce sont:

- le renforcement de l'alimentation en eau potable d'Abidjan Nord et Est, couvrant une population d'environ 600 000 habitants.
- la création de **83** forages en milieu scolaire.
- l'amélioration de **29** nouveaux systèmes d'Hydraulique Villageoise (HVA) et la réhabilitation de **13** anciens HVA dans les régions du Cavally, du Guémon, du Haut Sassandra, de la Marahoué et du Tonkpi.

Toutes ces actions auront pour corollaires de faire passer la couverture nationale

en eau potable de 61% à 82% en moyenne à l'horizon 2020.

Au niveau de l'assainissement, l'ONAD (Office National de l'Assainissement et du Drainage) a procédé en 2017 à :

- la réalisation des schémas directeurs d'assainissement et de drainage de certaines villes de l'intérieur.
- l'exécution des travaux de drainage des eaux pluviales dans le district d'Abidjan et dans 16 chefs-lieux de région, d'un coût global de **11 milliards FCFA**.

L'objectif visé étant de faire progresser le taux d'accès national à l'assainissement de 22% à 60% de 2015 à 2030.

AVANTAGES COMPARATIFS DE LA FATOM DANS SES DOMAINES D'INTERVENTION

La FATOM intervient depuis huit ans dans 6 pays grâce aux financements mobilisés auprès : d'une famille, d'un réseau constitué d'une centaine d'entreprises et d'agences de coopération multilatérales et bilatérales.

La FATOM a signé des partenariats avec 9 fondations et ONGs, **11** mairies et collectivités locales et **2** ministères (Ministère de la santé et de l'Hygiène Publique et ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle).

La FATOM dispose en son sein d'expertises (nationales et internationales) dans les domaines de : l'Éducation, la Santé, les Tics, l'Eau et l'Assainissement, la Culture, le Tourisme, l'Urbanisme et la démographie/ statistiques.

La FATOM dispose d'une base de données iconographiques/ photographiques de plus de 5000 pièces et d'un portail informatique : www.akwaba.fatom.org dédié à la Culture et au Tourisme en Côte d'Ivoire, administré en collaboration avec Côte d'Ivoire Tourisme. La FATOM dispose de sites et portails informatique lui permettant de communiquer des informations : sur les programmes pays et leurs activités (www.fatom.org), sur la gouvernance dans les pays où elle mène des activités (www.aniama.net intégrant le blog FATOM), auprès de chacun des partenaires de son réseau et enfin assurer pour cesdits partenaires un suivi-évaluation de chaque activité financée. Ainsi, chaque partenaire ayant financé ou s'étant associé à une activité recevra de façon ad'hoc et en continu des informations sur : les résultats scolaires ou le nombre d'accouchement... dans ladite structure et ce, chaque début d'année accompagnée de photos.



Monsieur Ramzi OMAÏS
Secrétaire Général de la FATOM, primé à l'occasion de L'Énergie de la Diaspora Libanaise. Février 2017



MISSION ET OBJECTIFS DE LA FONDATION ATEF OMAÏS



La FATOM a pour mission de soutenir les actions de développement dans les pays où elle intervient (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et France-Pays de Loire) au travers notamment d'appuis aux renforcements des services sociaux de base et de la gouvernance économique. Pour ce faire, elle mobilise de nombreux acteurs du secteur privé et public dans les domaines de la Santé, de l'Éducation, de la Culture et de l'Environnement (hygiène et assainissement). Ses principaux atouts sont : un réseau d'entreprises (une centaine) solidaires et engagées, des partenariats avec : la société civile, le gouvernement, les institutions bilatérales et multilatérales, des équipes d'experts et de consultants et un bureau dans 5 pays (composés de bénévoles et salariés), un système d'information et

de communication (sites et portails informatique) assurant un réseautage et garantissant un suivi-évaluation des programmes et projets.

SANTÉ

La FATOM contribue au renforcement de l'offre des services sociaux :

Par la construction/réhabilitation des infrastructures de santé et le renforcement des plateaux techniques

En s'engageant dans la lutte contre les malformations maxillo-faciales à travers l'organisation de campagnes d'opérations gratuites.

Par des actions de prévention, contre les cancers féminins (du sein, des ovaires et du col de l'utérus) grâce à la promotion des dépistages, la sensibilisation et la lutte contre les fistules

ÉDUCATION

Pour permettre au secteur privé ivoirien de continuer à jouer un rôle important dans la création de richesse, il est nécessaire de disposer d'un service éducatif de qualité, et d'œuvrer à la réinsertion socio professionnelle des jeunes. Cela passe par:

Le renforcement des capacités des structures éducatives et d'appui à la formation professionnelle;

l'appui à la scolarisation à travers la distribution de kits scolaires et la construction/ réhabilitation d'établissements publics;

l'appui à l'insertion socio-professionnelle des jeunes (microprojets);

l'alphabétisation et la formation qualifiante et à l'autonomisation des jeunes filles et femmes en situation précaire et notamment dans les foyers et orphelinats ;

ENVIRONNEMENT

L'assistance de la FATOM reste focalisée essentiellement sur l'hygiène, l'eau et l'assainissement pour répondre aux besoins des populations vulnérables. C'est ainsi que, pour l'ensemble de nos 13 structures sanitaires et 15 établissements scolaires, nous avons aménagé 187 latrines, w.c. et toilettes, 37 douches et 5 points d'eau afin de contribuer à améliorer l'hygiène et l'assainissement.



CULTURE

- L'appui aux artistes et la promotion de ce patrimoine via les ouvrages qu'elle produit. Ainsi, des guides et carnets culturels sont rédigés et publiés à ces fins et contribuent, en consacrant l'intégralité des bénéfices des ventes, à nos actions en faveur des plus vulnérables;

- La conception de portails informatique pour les collectivités locales (Mairie de Gagnoa, Mairie d'Attécoubé, Mairie de Koumassi, Mairie de Bouaké, Mairie d'Abengourou, etc.);

- La diffusion des informations au travers des sites internet: www.aninama.net et www.tourismeculture.ci (administré pour ce dernier conjointement avec Côte d'Ivoire Tourisme) qui sont des vitrines de l'ambition culturelle et touristique de la Fondation vis-à-vis de la Côte d'Ivoire. Pour l'ensemble de ces sites internet, on enregistre 1 557 462 visites dans l'année, ce qui permet, grâce aux blogs et réseaux sociaux, de promouvoir nos actions et de mobiliser des partenaires.

SANTÉ

La Côte d'Ivoire s'est engagée dans le développement de son système sanitaire pour assurer un bon état de santé à toutes les populations vivant sur le territoire.

La FATOM s'inscrit dans la politique de l'Objectif du Développement Durable (ODD) qui est de permettre à tous de vivre en bonne santé et à promouvoir le bien-être de tous à tout âge. Ainsi, dans le domaine de la santé, elle contribue depuis sa création au renforcement de l'offre de services de qualité afin de lutter plus

efficacement contre la mortalité maternelle et infanto-juvénile dans les pays où elle a une représentation.

PROJETS DE CO-DEVELOPPEMENT

- Dans le cadre de l'appui qu'elle apporte (dons en équipements et médicaments) aux infrastructures sanitaires (12 maternités, 02 blocs de gynéco-obstétrique) qu'elle a réhabilité depuis 2009 en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), La Fatom a financé le rafraîchissement de 06 maternités (Anoumabo, Koumassi Divo, Koumassi Campement, Hôpital général de



Visite de la Présidente à la maternité de l'hôpital Général de Bingerville pendant le projet de rafraîchissement des bâtiments

Bingerville, Hôpital général d'Issia et Assinie France) pour un coût global de **8 967 994 FCFA**. Il est très important de souligner l'engagement effectif des responsables des dites entités

sanitaires qui en contreparties de la peinture qui leur a été donnée ont assuré elles-mêmes la main d'œuvre des travaux.



la maternité d'Assinie France après la réhabilitation



- Suite à une requête de la Fondation Sacré-Cœur du Missionnaire Charité, la Fatom a fait un don de matériaux (ciment, pots de peinture et fer à béton) d'une valeur de **4 545 418 FCFA** pour la construction d'un centre de santé à Diabo dont la main d'œuvre est prise en charge par ladite fondation. Les travaux qui ont démarré en 2017 prendront fin dans le courant de l'année 2018.

- Dans le souci de renforcer l'offre de services de qualité, La Fatom a effectué un don d'équipements médicaux (01 lit de consultation, 01 fauteuil roulant, 01 pèse-

bébé, 02 tensiomètres, etc.) et de médicaments de première nécessité d'une valeur de **1 815 990 FCFA** à l'amicale des employés du groupe Fraternité Matin.



Visite de la Présidente à la maternité de l'hôpital Général d'Issia pendant le projet de rafraîchissement des bâtiments



Don à l'amicale des employés du groupe Fraternité Matin



CAMPAGNE DE SANTÉ PUBLIQUE

OPÉRATION DE LUTTE CONTRE LES MALFORMATIONS MAXILLO-FACIALES AU CHU DE TREICHVILLE

Les opérations de lutte contre les malformations maxillo-faciales ont démarré en juin 2017 et se sont déroulées selon le programme opératoire dudit service au CHU de Treichville jusqu'en décembre 2017. 25 personnes ont été opérés gratuitement.



Photo du Professeur Konan pendant sa présentation, assisté par Dr. Sanogo (Anesthésiste)

PROJET D'EXTENSION DU SERVICE DE CHIRURGIE MAXILLO-FACIALE DU CHU DE TREICHVILLE

En vue de poursuivre la faisabilité d'un projet d'extension du service de stomatologie et de chirurgie maxillo-faciale, la FATOM a financé une mission d'exploration du Pr Konan Emmanuel et du Dr Sanogo à Caen et Toulouse afin de : s'inspirer des bonnes pratiques et expériences, évaluer les besoins en matériels et équipements médicaux et, nouer des partenariats institutionnels. Cette mission s'est déroulée du 12 au 23 juin 2017.

CAMPAGNES DE VACCINATION POUR LES EMPLOYÉS DE LA SN SOTICI ET DE L'HÔTEL TIAMA

La FATOM en cette année 2017 a décidé d'apporter une assistance particulière au personnel de ses entreprises partenaires. Ainsi, dans le cadre des activités qu'elle mène dans le domaine de la santé et en collaboration avec l'Institut National d'Hygiène Publique (INHP), elle a organisé deux campagnes de vaccination à l'endroit des employés de la SN SOTICI et de l'hôtel TIAMA ainsi que leurs enfants. Ce sont au total 703 personnes (hommes, femmes et enfants) qui ont été vaccinés contre: le Tétanos, la Fièvre Typhoïde, Hépatite B, la Méningite A+C (Pour 821 doses administrées).



Campagne de vaccination à la SOTICI et à l'hôtel Tiama

CAMPAGNE DE DÉPISTAGE CONTRE LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS ET DE SENSIBILISATION CONTRE LE CANCER MAMMAIRE

La FATOM a contribué au financement de deux campagnes de lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus organisées par l'ONG WILIC International. La première a été financée à hauteur de **1 243 470 FCFA** et s'est déroulée du 06 au 07 avril 2017 au profit des femmes du marché Gouro d'Adjamé. **624** femmes dépistées et **05** autres traitées. La seconde a eu

lieu du 02 au 10 novembre 2017 dans la région de l'Indenié. Elle a permis de dépister **2921** femmes contre le cancer du col de l'utérus et **3000** femmes ont été sensibilisées contre le cancer du sein (dont 1 cas détecté). L'apport de la FATOM a été de **5 842 595 FCFA**. Au total on enregistre : **3545** femmes dépistées contre le cancer du col de l'utérus et **3000** autres sensibilisées contre le cancer mammaire pour un financement global de **7 086 065 FCFA**



Docteur KOUAMÉ Désiré Directeur des ONG au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique



Don de médicament au Docteur USHER (ONG WILIC) pour la campagne de dépistage du cancer du col de l'utérus à Abengourou



Séance de prévention du cancer des seins par l'autopalpation animée par docteur Usher (ONG WILIC)

DON DE VIVRES AU CENTRE DELWENDÉ DE SAKOULA



La Fondation ATEF OMAÏS (FATOM) a fait un don au centre Delwendé de Sakoula le 19 juillet 2017 en présence de: Maarit HIRVONEEN (ancienne représentante de l'UNICEF en Côte d'Ivoire), de M. Benjamin KABORE (représentant la Directrice du centre) et des pensionnaires du centre. Ce don d'une valeur de **1 000 000 FCFA** a été remis par M. Hervé BANGA (Secrétaire exécutif) et était constitué de : une tonne de haricots, deux tonnes de maïs, 5 cartons de pâte de tomate, 7 gros bidons d'huile et 150 kg de poissons secs.

QUELQUES PHOTOS DU PROJET DE RAFRAICHISSEMENT DES STRUCTURES SANITAIRES



Maternité d'Anoumabo,
coût des travaux: **1 143 000 FCFA TTC**



La maternité de Koumassi
Campement, coût des travaux:
975 825 FCFA



La maternité de Koumassi Divo,
coût des travaux: **1 496 636**
FCFA TTC





Maternité de l'hôpital Général de Bingerville, coût des travaux: 1 070 513 FCFA TTC



Maternité de l'hôpital Général d'Issia, coût des travaux: 4 282 020 FCFA TTC

La Fatom a financé à hauteur de **2 495 000 FCFA** le congrès scientifique (Thème : « Femme, Développement et Psychopathologie en Afrique ») organisé par la Société Africaine de Santé Mentale (SASM) et la société de Psychiatrie de Côte d'Ivoire (SPCI) du mardi 06 au jeudi 09 mars 2017.



Photos du congrès organisé par la SASM et la SPCI

FINANCEMENT DES ACTIVITÉS DU LIEU DE VIE LE LOGIS EN FRANCE PAYS DE LOIRE (MARCHESSEAU) 5545 EUROS

En vue de la réalisation du projet d'aménagement d'une cuisine au "Logis", structure d'accueil des enfants (07 actuellement) atteints de troubles physiques (troubles autistiques, psychotiques, dysharmonie, etc) basées à Angers, la FATOM a été sollicitée par Mme Marchesseau (sa Présidente) pour un montant additionnel de **5545 Euros**. Ce montant a servi à l'achat de : 01 table d'induction, 01 hotte plafond, 01 four vapeur, 01 écran de projection.



DONS

- Un don de matériaux (ciment, pots de peinture, fer à béton) a été fait à la Fondation Sacré Coeur pour les travaux de construction du centre de santé de Diabo à hauteur de **4 545 418 FCFA**.

- Une remise officielle d'un don de **1 000 000 FCFA** (vivres et non-vivres d'une valeur de **700 000 FCFA** et d'une somme en espèce de **300 000 FCFA**) a été fait à l'endroit de la famille YAO pour subvenir aux besoins de leurs quadruplés.



Remise officielle d'un don de 1 000 000 FCFA (vivres et non-vivres) à la Famille Yao

Le plan de développement national de la Côte d'Ivoire pour la période 2016-2020 donne au secteur de l'éducation, un rôle important à jouer.

En effet, le deuxième axe stratégique du plan vise à « accélérer le développement du capital humain et du bien-être social ».

C'est ainsi que La FATOM, dans son désir de soutenir les gouvernements, plaide en faveur d'une éducation de base de qualité pour tous les enfants (filles et garçons) et notamment les plus vulnérables, tout en insistant sur l'égalité entre les sexes et l'élimination des disparités de tous genres.

RÉHABILITATION, CONSTRUCTION ET RÉNOVATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES.

VISITES DANS NOS STRUCTURES SCOLAIRES RÉHABILITÉES

Nous avons effectué, sur l'année 2017, des visites dans nos structures scolaires pupilles pour le suivi des infrastructures, la remise de matériels/équipements et kits scolaires (3 500 cahiers et 500 kits) et, l'obtention des résultats scolaires au: CEPE, BEPC et BAC (Groupe scolaire Dion Robert - Koumassi, Collège Moderne Bad - Koumassi, Groupe scolaire Anoumabo - Marcory, Groupe scolaire Aliodan Marcory, Groupe scolaire EECI - Abengourou, EPP Kanawolo, Groupe scolaire Tanguelan 4 - Agnibilékrou, Lycée vert de Gagnoa).



Photos de la visite du Lycée vert de Gagnoa



Photos de la visite du Groupe scolaire Anoumabo (Marcory)



Visite de la Présidente au groupe scolaire Dion Robert de Koumassi



Visite de la Présidente au groupe scolaire Aliodan (Marcory)

Dans son désir d'accompagner le gouvernement ivoirien à disposer d'un système éducatif performant et de qualité, la Fondation ATEF OMAÏS (FATOM) a initié en 2016, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et la Mairie de Gagnoa, un projet de construction d'un Lycée Municipal à base 5 (en 3 phases) à Godiabré dans la localité de Gagnoa.

Ce projet répondant aux normes écologiques, d'où le nom Lycée vert de Gagnoa, porte sur la construction et l'équipement de: 35 salles de classe+ 08 bureaux d'administration, 01 bâtiment

administratifs, 01 bibliothèque, 01 salle multimédia, 40 box de toilettes, 01 internat de 400 filles, 01 cantine scolaire et les aménagements: du bas-fonds, de la cour de l'établissement, des terrains de sport, d'un potager et d'autres activités critiques.

Ledit lycée a ouvert ses portes pour l'année scolaire 2016-2017 avec un effectif de 257 élèves (dont 100 filles) et 9 enseignants qui se verra renforcer pour l'année 2018-2019.

A cet effet, il est programmé l'affectation d'environ 540 élèves pour l'occupation effective des 14 salles de classe disponibles (aujourd'hui 5 seulement sont occupées) et celle d'une quinzaine d'enseignants.



Toujours dans l'optique d'encourager l'éducation pour tous par le renforcement des plateaux techniques, la Fondation ATEF OMAÏS en 2017 a procédé à:

LA CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE M'BENGUÉ

La FATOM a financé les travaux de construction du groupe scolaire de M'Bengué (6 salles de classe + bloc toilettes + bureau du directeur + 1 puits traditionnel) pour un coût global de **56 168 281 FCFA TTC**. Démarrés le 28 Juillet 2017, Les travaux ont été achevés officiellement le 09 janvier 2018.

LA RÉHABILITATION DES GROUPES SCOLAIRES FADJIGUILA ET DIANGUINA COULIBALY AU MALI

Dans le cadre du développement de ses activités au profit des plus vulnérables, la FATOM a réhabilité deux groupes scolaires (Fadjiguila et Dianguina Coulibaly) à Bamako au Mali pour un montant global de **65 600 000 FCFA**.



Une vue de l'entrée de deux salles de classe à l'EPP M'bengué



Réhabilitation des groupes scolaires Dianguina Coulibaly et Fadjiguila à Bamako au Mali



AVANT



APRÈS



AVANT



APRÈS



LA CONSTRUCTION DE TROIS SALLES DE CLASSE + UN BUREAU D'ADMINISTRATION À L'EPP SITE PASSATE DE OUAGADOUGOU AU BURKINA FASO



L'APPUI À LA FONDATION SACRÉ CŒUR DU MISSIONNAIRE (DON DE MATÉRIAUX POUR LA CONSTRUCTION DE TROIS SALLES DE CLASSE ET LANCEMENT DU PROJET D'ALPHABÉTISATION

Dans le cadre du partenariat qui unie nos deux institutions, la FATOM a apporté son soutien pour la construction de 03 salles de classe du primaire (don de ciment, fer à béton et peinture pour une valeur globale de **4 500 000 FCFA**) et le financement du projet d'alphabétisation des femmes de la région du Gbèkè à hauteur de **6 500 000 FCFA**.



Parce qu'il est plus aisé d'apprendre et de se soigner dans un cadre sain et salubre, l'un des piliers du mandat de la FATOM est l'environnement (hygiène et assainissement).

C'est ainsi que, pour l'ensemble de nos 13 structures sanitaires (dont 12 en Côte d'Ivoire et 1 au Bénin) et 15 établissements scolaires, la Fatom a aménagé des latrines, des WC, des toilettes, des douches et des points d'eau afin de contribuer à améliorer l'hygiène et l'assainissement.

Au cours de l'année 2017, elle a procédé :

AU LANCEMENT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES TOILETTES À ONO (S/P D'ALEPE)

La Fatom a démarré les travaux de construction de 08 toilettes (06 toilettes pour les élèves du primaire et 02 pour les enseignants) à l'école primaire d'ONO pour un coût global de **5 402 460 FCFA TTC** (incluant la somme de **225 000 FCFA** qui représente l'apport des parents d'élèves).



L'AMÉNAGEMENT DE LA COUR PAR: LE NETTOYAGE ET LE PLANTING DES ARBRES ET FLEURS (563) AINSI QUE L'ARROSAGE



Photos de l'aménagement et planting d'arbres et de fleurs



par le soutien d'artistes, etc.

En 2017 elle a:

ENVOYÉ UNE MISSION EN FRANCE DU 22 AU 29 MARS 2017

Dans le cadre des activités qu'elle mène dans le domaine de la culture, et en vue d'élargir le nombre de partenaires susceptibles de l'accompagner dans ses projets d'éditions d'ouvrages culturels et touristiques, la FATOM a envoyé une mission en France (du 22 au 29 mars 2017) conduite par M. Philippe Delanne (Vice Président), M. Hervé Banga (Secrétaire Exécutif) et M. Amon Arsène (Chargé de communication) pour participer au Salon du livre et échanger avec des maisons d'édition comme les éditions l'Harmattan/ Sépia, éditions LAFON,



M. Maurice BANDAMA (Ministre de la Culture et de la Francophonie) et M. Hervé BANGA (Secrétaire Exécutif de la Fondation ATEF OMAÏS)

Malika éditions sur nos projets. A la suite de ces nombreux échanges, un autre partenariat a été noué avec

Malika Éditions pour la conduite du projet d'édition du guide FATOM 2018.

La FATOM promeut l'innovation et l'édification des connaissances sur les plans national et sous-régional (afrique de l'ouest et du centre) par le biais du livre (4 guides et 3 carnets qui valorisent les richesses culturelles et touristiques des pays où la FATOM est présente), de représentations scéniques et



De gauche à droite M. Venance KONAN (DG de Fraternité Matin, M. Philippe DELANNE (Vice-président de la Fondation ATEF OMAÏS) et M. Henri N'KOUMO (Directeur du livre au Ministère de la Culture et de la Francophonie)



Le célèbre écrivain Wole SOYINKA qui dédicasse un ouvrage à M. Philippe Delanne (Vice-président de la FATOM)

FINANCÉ LE FESTIVAL À CHEZ NOUS PAYS.

Financé à hauteur de **5 000 000 FCFA** le festival "À chez nous pays" s'inscrit dans la promotion des danses et de la culture ivoirienne. La finale de cette activité s'est déroulée le 16 décembre 2017 au palais de la Culture de Treichville.



ENVOYÉ UNE MISSION CONDUITE PAR M. KOUASSI SIMÉON (Maître de conférences en archéologie-historien chercheur) À MARSEILLE DU 02 AU 16 AVRIL 2017 pour la collecte de données liées à la rédaction des ouvrages : "Histoire du café cacao: des origines à nos jours" et "le cèdre et l'éléphant, histoire d'une dynamique de peuplement en Côte d'Ivoire : Fin 19ème siècle et début 21ème siècle.

FAIT UN DON DE MATÉRIEL INFORMATIQUES ET DE SONORISATION D'UN MONTANT DE 4 162 760 FCFA, POUR LA FORMATION DES ENSEIGNANTS IVOIRIEN À L'INSTITUT CERVANTÈS.

PARTICIPÉ AU DJAKA FESTIVAL DU 10 AU 13 AOÛT 2017 DANS LA VILLE DE DIVO



FINANCÉ A HAUTEUR DE 3 500 000 FCFA LA PROJECTION DU FILM TERRITORIO DE LA MANCHA RÉALISÉ PAR LA PROIE POUR L'OMBRE ET QUI S'EST DÉROULÉ LE 22 NOVEMBRE 2017 A L'INSTITUT FRANÇAIS .

EFFECTUÉ UNE SÉANCE DE TRAVAIL AVEC MME LAURA FITOUSSI DU CABINET MCKINSEY POUR LE PARTAGE D'EXPÉRIENCE SUR LES STRATÉGIES À DÉVELOPPER POUR RENDRE LE TOURISME IVOIRIEN PLUS ATTRACTIF.

RÉCEPTIONNÉ DES OUVRAGES CULTURELS FATOM



La Fatom a reçu les 1975 carnets (Traditions, Coutumes et Droit en Côte d'Ivoire) a son siège le 06 novembre 2017 et procédé à la remise de quelques uns d'entre eux à ses partenaires.

La FATOM a reçu des félicitations et encouragements des cabinets du Président de la République et celui de la Vice présidence et de nombreux autres acteurs du développement social.

PHOTOS: CÉRÉMONIE DE DÉCORATION

M. Ramzi Omaïs Secrétaire Général de la Fondation ATEF OMAÏS, a été décoré de la Croix d'officier de l'Ordre du mérite civil espagnol.

Au cours d'une sympathique cérémonie organisée à cet effet, à la résidence de l'ambassadeur d'Espagne en Côte d'Ivoire, Son Excellence Louis Prados Covarrubias.



Décoration de M. Ramzi par Son Excellence Louis Prados Covarrubias.



M. Ramzi OMAÏS après réception de sa distinction.



De gauche à droite, M. Amoikon BANGA (Maire d'Abengourou), M. KONAN Félix (DGA de la SOTICI), M. Ramzi OMAÏS (PDG de la SOTICI), M. KOUAKOU Koffi Amedé (Ministre des infrastructures économiques), M. Koffi N'Goran (DG de l'ARRE) et M. Nabil AJAMI (DG de SACRI).



M. Ramzi et Mme AFAF OMAÏS



De gauche à droite, M. BEYDOUN (PDG de YESHI GROUP), M. Ramzi OMAÏS (Secrétaire Général de la FATOM) M. KHOURY (PDG de la Polyclinique de l'Indénié)



M. Ramzi OMAÏS, M. JAWAD OMAÏS et son épouse



Mme Matavila PICCIN, Représentante de l'UNFPA Côte d'Ivoire et M. Ramzi OMAÏS



De gauche à droite M. Nabil AJAMI (Trésorier Général de la FATOM), M. Ramzi OMAÏS (Secrétaire Général de la FATOM) ET M. Philippe DELANNE (Vice-Président de la FATOM)

La Fondation souhaite mener un partenariat actif avec les initiateurs des projets qu'elle retient. Son intervention peut prendre différentes formes, ce qui fait d'elle:

Un opérateur de projets.

Conception, coordination et évaluation de projets gérés conjointement par la fondation et un ou plusieurs partenaires locaux et internationaux.

Un financeur de projets.

Mise à disposition des Fonds par des entreprises ou des donateurs pour le financement de projets au niveau national, régional et international.

Un fédérateur d'initiatives.

Actions cofinancées en partenariat avec d'autres fondations, bilatérales et multilatérales.

Un acteur de la mobilisation interne.

Mise à disposition des compétences des salariés des structures partenaires autour

des projets de co-développement.

Un gestionnaire des dons collectés en interne.

Appel à la générosité des salariés et au bénévolat autour de projets clairement identifiés

EN 2017 LA FATOM À MENÉ LES ACTIONS SUIVANTES

- Rencontre avec le Maire de Fresco dans le cadre des actions menées en vue de l'obtention de la reconnaissance d'utilité publique de la FATOM et dans la perspective d'une collaboration avec la mairie de Fresco (projet de réalisation de portail informatique et de réhabilitation de structure scolaire);

- Rencontre avec Mme Solange Mabri (Présidente de la Fondation Solidarité pour Tous) dans le cadre des actions entreprises en vue de l'obtention de l'accord d'établissement;

- Rencontre avec l'adjoint au maire de Cocody et Mme Elisabeth Yéo en vue d'un appui pour la



Rencontre avec Mme Solange Mabri (Présidente de la Fondation Solidarité pour Tous)



Rencontre avec Mme Matavila PICCIN, Représentante de l'UNFPA Côte d'Ivoire

construction d'une école primaire dans le quartier Colombie (derrière Sococé 2 Plateaux) et de toilettes dans une école primaire à Alépé;

- Rencontre avec Mme Matavila PICCIN, nouvelle Représentante de l'UNFPA Côte d'Ivoire, dans le cadre

du renforcement du partenariat qui unit nos deux institutions.

- Rencontre avec M. Venance KONAN, Directeur Général de Fraternité Matin pour la signature du protocole d'accord entre nos deux institutions et l'analyse d'un projet de création de bandes dessinées;

- Une Visite du Président de la FATOM France pays de Loire en Côte d'Ivoire du 15 au 25 Mai 2017.

- Une séance de travail avec Mme Annick ZADI, Directrice des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères dans l'optique de faire avancer le dossier du projet de signature de l'accord d'établissement.

- Plusieurs rencontres avec Mme Nassénéba TOURÉ, Maire de la Commune d'Odienné dans le cadre d'une collaboration en vue de la construction d'un collège de proximité;

- Rencontre avec Mme Nialé KABA, Ministre du Plan et du Développement dans le cadre de la signature de l'accord d'établissement;

- Discussion avec 03 missions sur la plateforme de financement des ONG/Fondation (Mme OTOKORÉ de l'AFD, Mme Oumou COULIBALY et M. Alejandro Von Gustedt);

- Séance de travail avec Mme Nicole WILLIAMS pour la construction d'une usine de pâte d'arachide pour le projet: « Peanut Butter ».

- Plusieurs rencontre avec Mme YAO Madeleine de la Fondation Sacré Cœur du Missionnaire

- Plusieurs réunions se sont tenues avec les responsables de l'ONG Travaux Publics Sans Frontières et l'ONG Cœur d'Ivoire Agir de Mme Clotilde DROGBA afin de définir les contours d'un partenariat.



Rencontre avec l'ONG Travaux Publics Pour Tous, en vue d'un partenariat dans le cadre de l'aménagement de la berge du lycée vert de Godiabrè



Rencontre avec Mme Nassénéba TOURÉ, Maire de la Commune d'Odienné dans le cadre d'une collaboration en vue de la construction d'un collège de proximité



Rencontre avec madame madeleine YAO, suivie d'un don de kits scolaires à la fondation Sacré coeur missionnaires de la charité

La fondation ATEF OMAÏS a mis en place un système d'information et de communication au profit, de ses partenaires et des acteurs sociaux. Ceci répond à la nécessité d'une communication diligente, simple, accessible et appropriée, mais surtout d'un suivi-évaluation des actions qu'elle mène afin de rendre compte à ses partenaires. Elle compte 4 sites à son actif.



- Un site institutionnel **www.fatom.org**
- Une plateforme dédiée aux entreprises partenaires pour le suivi des projets que celles-ci financent : **www.reseau.fatom.org**
- une revue de presse en ligne : **www.aniama.net**
- un portail **www.akwaba.fatom.org** dédié à la promotion du patrimoine culturel et touristique de la Côte d'Ivoire.



La FATOM a offert plusieurs sites et portails informatique à ses partenaires dans le cadre de la collaboration institutionnelle avec ceux-ci.

